

Index AI : PRE01/152/2013
25 March 2013

République centrafricaine. Il faut protéger les civils

La population civile de la République centrafricaine, y compris les membres du gouvernement du président Bozizé se trouvant encore dans le pays, doit être protégée, a déclaré Amnesty International après que des rebelles se soient emparés de la capitale, Bangui.

La Seleka, une coalition de cinq groupes rebelles de tous bords, a fait irruption au palais présidentiel, affirmant que le président François Bozizé n'avait pas honoré un accord de paix, signé en janvier, qui reposait sur un partage du pouvoir. François Bozizé a depuis fui le pays.

La dernière phase de la rébellion a commencé jeudi 21 mars et s'est intensifiée au cours du weekend des 23-24 mars, lorsque 13 soldats sud-africains ont été abattus tandis qu'ils essayaient de protéger la capitale.

Alors que des bandes armées se livrent selon certaines informations au pillage, Amnesty International a demandé à la Seleka de veiller à la protection et au respect des droits humains dans le pays.

« Nous sommes extrêmement préoccupés par la situation d'insécurité régnant actuellement en République centrafricaine », a expliqué Paule Rigaud, directrice adjointe du programme Afrique d'Amnesty International, « et nous craignons que des violations des droits humains ne soient commises à Bangui. Les responsables de la Seleka doivent clairement faire savoir à leurs forces qu'aucune violation des droits humains ne sera tolérée et que les auteurs présumés d'abus seront déférés à la justice. »

Plusieurs groupes armés faisant actuellement partie de la coalition de la Seleka se sont par le passé rendus coupables d'homicides, d'enlèvements, de torture et de viols de civils, ainsi que de pillages, comme cela a été expliqué en détail dans notre rapport intitulé [*République centrafricaine. Après des décennies de violence, il est temps d'agir.*](#)